



Aix en Provence



VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX-EN-
PROVENCE N°2013.249**

Séance publique du

3 juin 2013

Présidence de Monsieur Jean CHORRO,

Accusé de réception en préfecture
A013-211300017-20130603-27625- DE-1-1_0
Date de signature : 05/06/13
Date de réception : mercredi 5 juin 2013
<div><p>Préfecture des Bouches-du-Rhône</p></div> <div><p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE:</p><ul style="list-style-type: none">- ACTE SIGNÉ ✓- COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓- ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓</div> <div><p>Ville d'Aix-en-Provence Services Thermale et Climatique</p></div>

OBJET : AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE, D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL (RD9) ENTRE LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE, LA COMMUNAUTE DU PAYS D'AIX ET LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE

Le 03/06/13 à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire le 28/05/2013, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

M. Jacques AGOPIAN, M. Lucien AMBROGIANI, Mme Agnès AMIACH ELBEZ, Mlle Odile BARBAT-BLANC, Mme Dahbia BENNOUR, Mme Charlotte BENON, Mme Christine BERNARD, Mme Odile BONTHOUX, M. Gérard BRAMOULLÉ, Mme Danièle BRUNET, M. Maurice CHAZEAU, M. Jean CHORRO, Mme Chantal DAVENNE, M. François-Xavier DE PERETTI, M. Yannick DECARA, M. Gerard DELOCHE, Mme Brigitte DEVESA, Mme Sylvaine DI CARO, M. Laurent DILLINGER, Mme Michelle EINAUDI, M. Alexandre GALLESE, M. Jacques GARCON, M. Gérard GERACI, M. Jean-Christophe GROSSI, M. Hervé GUERRERA, M. André GUINDE, M. François HAMY, Mme Michèle JONES, Mme Patricia LARNAUDIE, M. Christian LOUIT, Mme Reine MERGER, Mme Arlette OLLIVIER, M. Stéphane PAOLI, M. Christian PEREZ, M. Jean-Marc PERRIN, Mme Liliane PIERRON, Mme Catherine RIVET-JOLIN, Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Mme Catherine SILVESTRE, Mme Fleur SKRIVAN, M. Jules SUSINI, M. Francis TAULAN, Mme Françoise TERME, M. Victor TONIN, Mme Marie José VALETA

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

M. Héliot BRAMI à Mme Odile BONTHOUX, Mme Martine FENESTRAZ à Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Sophie JOISSAINS à M. Jules SUSINI, Mme Maryse JOISSAINS MASINI à M. Gérard BRAMOULLÉ, M. Henri MATAS à M. Francis TAULAN, Mme Amaria MOHAMMEDI à Mlle Odile BARBAT-BLANC

Excusés sans pouvoir :

M. Eric CHEVALIER, M. Robert FOUQUET, M. Alexandre MEDVEDOWSKY

Secrétaire : Yannick DECARA



Aix en Provence

VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

Direction Générale des Services Techniques
D.A.S.T. Infrastructures

RAPPORT POUR
LE CONSEIL MUNICIPAL
DU 03/06/13

RAPPORTEUR : M. Jean CHORRO

-

Nomenclature : 8.3 Voirie

Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN

OBJET : AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE, D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL (RD9) ENTRE LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE, LA COMMUNAUTE DU PAYS D'AIX ET LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE - Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de la création prochaine d'un pôle d'échange multimodal à Plan d'Aillane sur la Commune d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) envisage également la mise en service d'un itinéraire de transport en commun parallèle à la RD 9.

Dans cette optique, afin de permettre aux bus, en cas de trafic dense, un accès rapide et prioritaire à la RD9, route à deux fois deux voies à chaussées séparées, il est nécessaire de créer une voie d'accès à partir du Chemin Communal Albert Guigou du PR 4 au PR 3, exclusivement réservée aux transports en commun et soumise à contrôle d'accès.

Cette opération engendre des aménagements routiers spécifiques impactant le réseau départemental, qui, de fait, nécessite la passation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin d'autoriser la CPA à intervenir sur le domaine public départemental en application de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 pour réaliser les travaux ci-dessous :

- . Fourniture et pose d'un panneau à messagerie variable en amont de la RD 9,
- . Fourniture et pose de signalisation verticale de police et horizontale sur la chaussée liée aux aménagements,
- . Création de boucles de détection,
- . Fourniture et pose de barrières automatiques et leurs accessoires,
- . Fourniture et pose d'un portique équipé de feux tricolores et leurs accessoires,
- . Raccordement électriques de l'ensemble de l'installation.

La présente convention a également pour objet de préciser les modalités d'intervention et les domaines de responsabilités de chaque partenaire dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation des équipements sus-définis.

A cet effet, la Ville aura à sa charge :

- . La maintenance des feux tricolores et leurs accessoires sur la RD 9,
- . La programmation des feux sur la RD 9,
- . Les astreintes relatives à la maintenance des feux tricolores sur la RD 9,
- . La programmation des cycles de fonctionnement de feux, ainsi que toutes modifications de ces installations.

En conséquence, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ADOPTER** la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et d'entretien et d'exploitation partiels du domaine public routier départemental entre le Département des Bouches du Rhône, la Communauté du Pays d'Aix et la Commune d'Aix-en-Provence,
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer cette convention et tout document y afférent.

**2013.249 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE
DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE, D'ENTRETIEN ET
D'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL (RD9) ENTRE
LE DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE, LA COMMUNAUTE DU PAYS D'AIX
ET LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE**

Présents et représentés	: 52
Présents	: 46
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 52
Pour	: 52
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité

le rapport qui précède.

Ont signé Jean CHORRO,

Président de séance et les membres du conseil présents :

**Le Conseiller Municipal délégué,
Arlette OLLIVIER**

**Compte-rendu de la délibération affiché le : 05/06/2013
(articles L 2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)**

RD 9

COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE

CREATION D'UN ACCES SUR LA RD 9 RÉSERVE AUX TRANSPORTS EN COMMUN AVEC CONTRÔLE D'ACCES

CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET
D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION PARTIELS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille treize et le _____

Entre les soussignés,

le **Département des Bouches-du-Rhône**, représenté par son Président M. Jean-Noël Guérini, dûment autorisé par délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil Général en date du _____ désigné ci-après par « **le Département** »,

d'une part,

la **Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix**, représentée par son Vice-président M. Jean Chorro, autorisé en vertu de la délibération du conseil communautaire n° _____ en date du _____, désignée ci-après par « **la CPA** »,

et

la **commune d'Aix-en-Provence**, représentée par son maire, Mme Maryse Joissains-Masini, agissant en vertu de la délibération n° _____ du conseil municipal du _____, désignée ci-après par « **la Commune** »,

d'autre part.

PREAMBULE

Dans le cadre de la création prochaine d'un pôle d'échange multimodal à Plan d'Aillane sur la commune d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) envisage également la mise en service d'un itinéraire de transport en commun parallèle à la RD 9.

Dans cette optique, afin de permettre aux bus, en cas de trafic dense, un accès rapide et prioritaire à la RD 9, route à deux fois deux voies à chaussées séparées, il est nécessaire de créer une voie à partir du chemin Albert Guigou, exclusivement réservée aux BHNS et soumise à contrôle d'accès.

Cette opération engendre des aménagements routiers spécifiques impactant le réseau départemental, qui, de fait, nécessite la passation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, afin d'une part, d'autoriser la CPA à intervenir sur le domaine public départemental et, d'autre part, définir les modalités d'entretien.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

- Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage

En application de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, le Département décide de transférer de manière temporaire sa qualité de maître de l'ouvrage à la CPA pour la réalisation des travaux cités à l'article 2.

La CPA sera seule compétente pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération.

En conséquence, la CPA aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux désignés ci-dessus.

La CPA sera exclusivement compétente pour la passation et l'exécution des marchés de travaux en vue de la réalisation de l'ouvrage.

Le Bureau de la Communauté de la CPA sera exclusivement compétent pour attribuer ces marchés.

Les projets seront soumis pour approbation au Département avant le lancement des procédures correspondantes par la CPA.

- Entretien et exploitation partiels

La présente convention a également pour objet de préciser les modalités d'intervention et les domaines de responsabilité du Département, de la Commune et de la CPA, dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation du domaine public routier et de ses dépendances ~~en agglomération~~.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES OPERATIONS CONCERNEES

L'opération comprend les aménagements et dispositifs nécessaires à la réalisation d'une voie d'accès réservé aux transports en commun sur la RD 9 à partir du chemin Albert Guigou, commune d'Aix-en-Provence, du PR 4 au PR 3 (hors panneau à message variable situé à l'amont), à savoir :

- ✓ la pose en amont de la RD 9 d'un panneau avertisseur à messages variables réservé aux transports en commun,
- ✓ la création, entre le chemin Albert Guigou et la RD 9, d'une voie d'accès équipée de barrières à détection reliées à un portique équipé de feux tricolores positionné sur la RD 9, et destiné à la régulation du trafic routier.

Les travaux comprendront l'ensemble des prestations liées à leur exécution :

- ≡ fourniture et pose d'un panneau à messagerie variable,
- ≡ fourniture et pose de signalisation verticale de police et horizontale sur chaussée liée aux aménagements,
- ≡ création de boucles de détection,
- ≡ fourniture et pose de barrières automatiques et leurs accessoires,

- ≡ fourniture et pose d'un portique équipé de feux tricolores et leurs accessoires,
- ≡ les raccordements électriques de ces accessoires.

ARTICLE 3 - MISSION

En raison du transfert temporaire de la qualité de maître de l'ouvrage au profit de la CPA, cette dernière assumera seule les attributs inhérents à cette fonction selon les modalités suivantes.

3.1 Détermination du programme

~~Les~~ Certains ouvrages revenant au Département ou, à la Commune, après la réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la CPA, l'ensemble des décisions relatives à leur définition sera pris conjointement par la CPA ~~et~~ le Département et la commune, selon les conditions suivantes.

3.2 Au titre de la « phase étude »

La « phase étude » comprend les études de diagnostic, les études d'avant-projets et les études de projets.

Les ouvrages revenant au Département ou, à la Commune, après la réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la CPA, l'ensemble des décisions relatives à leur conception sera pris selon les conditions suivantes.

La CPA assumera seule la direction des études de diagnostic, d'avant-projets et de projet.

Toutefois, à l'issue de chacune de ces phases, et en tout état de cause, à chaque fois qu'une décision déterminante dans la réalisation de l'ouvrage devra être prise, la CPA recueillera préalablement l'accord du Département et de la Commune.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au Département et à la Commune par la CPA. Le Département et la Commune notifieront leur décision à la CPA ou feront connaître leurs observations dans le délai de trente jours suivant la réception des dossiers.

À défaut, leur accord sera réputé obtenu.

3.3 Au titre de la « phase travaux »

Au titre de la réalisation des travaux, la CPA assurera seule les missions suivantes, sans que le Département ou la Commune ne puissent intervenir à quelque titre que ce soit :

- engager une consultation pour l'opération en vue de désigner le maître d'œuvre, le conducteur d'opération, le contrôleur technique, le coordinateur de sécurité et les entreprises,
- conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'ouvrage,
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises,
- assurer le suivi des travaux,
- assurer la réception de l'ouvrage,
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération, et garantir le Département de toute action menée à son encontre pour les travaux entrant dans l'objet de la présente convention,

et, plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires à l'exercice de sa mission.

Toutefois, le Département et la Commune seront invités aux différentes réunions de chantiers. Ils adresseront leurs observations à la CPA (ou à son représentant), mais en aucun cas directement à l'entreprise.

La CPA ne sera pas liée par les avis du Département ou de la Commune dans le cadre de ces réunions de chantier.

ARTICLE 4 - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

La CPA devra obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, notamment les autorisations de voirie pour les parties d'ouvrages relevant de ce domaine et les arrêtés de circulation correspondants.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

Cette mise à disposition du domaine public routier départemental est consentie à titre gratuit par le Département, sous réserve de l'entretien par la Commune et la CPA des dépendances décrites ci-dessous, à leurs risques et périls, selon les termes de la présente convention.

ARTICLE 6 – INFORMATION DU COCONTRACTANT

La CPA tiendra régulièrement informés le Département et la Commune de l'évolution des opérations et en tout état de cause dès que ceux-ci en exprimeront le besoin.

ARTICLE 7 – RECEPTION DES TRAVAUX

Les modalités de réception sont fixées par la CPA en application des marchés de travaux qu'elle aura conclus avec les entrepreneurs.

Pour chaque chantier une visite préalable aux opérations de réception sera organisée par la CPA, à laquelle le Département et la Commune seront invités.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui consignera les observations présentées par le Département et la Commune.

La CPA s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations de réception, notamment eu égard aux observations du Département et de la Commune.

A l'issue des opérations de construction, la CPA établira une attestation d'achèvement de l'ouvrage, contresignée, le cas échéant, par le maître d'œuvre.

La réception de l'ouvrage emportera transfert à la CPA de la garde de l'ouvrage.

ARTICLE 8 – REMISE DES OUVRAGES

Les attestations d'achèvement de chaque ouvrage (ou des parties d'ouvrage) dûment signées seront transmises au Département, et à la Commune, afin de déclencher les opérations de remise des ouvrages.

Chaque transmission sera accompagnée d'une demande de prise de possession de l'ouvrage réalisé.

Dès lors que l'attestation d'achèvement de l'ouvrage aura été reçue par le Département et la Commune, accompagnée de la demande de prise de possession de l'ouvrage, les parties arrêteront une date d'effet de la remise à disposition de l'ouvrage, sans que cette remise ne puisse intervenir plus de deux mois à compter de la réception de l'attestation d'achèvement de l'ouvrage.

Cette remise est matérialisée par une attestation de remise de l'ouvrage signée par les deux parties.

A défaut de toute diligence visant à formaliser la remise dans le délai de deux mois, à compter de la transmission de l'attestation d'achèvement de l'ouvrage comprenant la demande de prise de possession par le Département et la Commune, ces derniers sont réputés avoir pris possession des parties d'ouvrage leur incombant.

En toute hypothèse, la mise à disposition des parties d'ouvrage au Département et à la Commune entraînera le transfert de la garde des ouvrages, ainsi que de toutes les responsabilités découlant de cette garde.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

La CPA contractera toutes les assurances nécessaires et rendues obligatoires dans le cadre des travaux. Elle justifiera de la souscription de ces assurances sur simple demande écrite du Département ou de la Commune.

La CPA assumera les responsabilités inhérentes à la qualité de maître de l'ouvrage depuis le début des travaux jusqu'à la remise complète au Département et à la Commune des ouvrages réalisés.

A ce titre, la CPA est réputée gardien de l'ouvrage à compter de la réception des ouvrages et jusqu'à la remise effective des ouvrages au Département ou à la Commune.

ARTICLE 10 – ENTRETIEN ET EXPLOITATION PARTIELS DES OUVRAGES

La présente convention s'applique à l'entretien de la section qui sera réalisée entre le chemin Albert Guigou et la RD 9, du PR 4 au PR 3, ainsi qu'au dispositif nécessaire au parfait fonctionnement du sas de régulation des véhicules de transport en commun (barrières automatiques et boucles sur voie nouvelle de liaison, PMV, boucles, portiques et feux sur RD 9).

Ces aménagements seront connus de la Commune et du département qui les aura visités et agréés sans réserve dans les conditions énoncées ci-dessus. La répartition de l'entretien décrite ci-dessous pourra être modifiée d'un commun accord entre les ~~deux~~ parties, en fonction des changements de domanialités. Dans ce cas de figure, la présente convention fera l'objet d'un avenant avec définition de la nouvelle répartition.

Seront à la charge de la Commune :

- la maintenance des feux tricolores et leurs accessoires (sur RD9),
- la programmation des feux (sur RD9),
- les astreintes relatives à la maintenance des feux tricolores (sur RD9),
- la programmation des cycles de fonctionnement des feux, ainsi que toutes modifications de ces installations, doivent faire l'objet de l'agrément du Département, gestionnaire de la RD 9.

Seront à la charge du Département :

- la signalisation horizontale sur RD 9,
- la chaussée sur RD 9.

Seront à la charge de la CPA :

- les boucles barrières et leurs accessoires,
- la signalisation d'information des transports en commun,
- l'interface barrières/feux,
- les astreintes relatives aux barrières,
- les alimentations électriques,
- le portique support des feux tricolores sur la RD 9,

- l'entretien de la voie nouvelle dédiée à la liaison des transports en commun entre le chemin Albert Guigou et la RD 9.

Les interventions d'entretien sur les équipements constituant le dispositif de régulation précédemment décrit, devront être autorisées par arrêté spécifique de circulation délivré par le gestionnaire de la voie de circulation concernée.

En cas de carence de la Commune ou de la CPA dans l'exercice des missions ci-avant définies, le Département se réserve la possibilité de prendre les mesures conservatoires utiles au bon fonctionnement et à la pérennité de l'infrastructure routière.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITES DES PARTIES

Chaque partie devra gérer à ses frais et en bon gestionnaire les biens décrits ci-dessus, dont l'entretien et l'exploitation lui reviennent, de sorte que la responsabilité du propriétaire ne puisse jamais être engagée, ni recherchée à ce sujet. Le Département se verrait dans l'obligation d'engager une action en recherche de responsabilité contre la Commune ou la CPA qui auraient commis une négligence, une imprudence, ou une faute dans la gestion desdits biens.

Chaque partie s'engage à entretenir régulièrement les biens en conformité avec la loi et les règlements en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées.

Le défaut d'entretien engagerait sa responsabilité pleine et entière.

Le Département prendra à sa charge les taxes éventuelles qui lui incombent en tant que propriétaire. Il percevra les redevances au titre de l'occupation du domaine public.

Le Département ne pourra en aucun cas se soustraire aux obligations et charges qui découlent de sa qualité de propriétaire.

ARTICLE 12 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

- Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la CPA

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Elle prendra fin à la date de la signature de l'attestation de remise du dernier ouvrage, ou, à défaut, deux mois après la transmission de l'attestation d'achèvement de cet ouvrage accompagnée de la demande de prise de possession.

Entretien et exploitation des ouvrages assurés par la Commune et la CPA

Concernant l'aspect entretien ultérieur des ouvrages, la convention entrera en vigueur à la date de la signature de l'attestation de remise du dernier ouvrage ou, à défaut, deux mois après la transmission de l'attestation d'achèvement de cet ouvrage accompagnée de la demande de prise de possession.

La présente convention est consentie pour une durée initiale de UN (1) an. Elle sera renouvelée par tacite reconduction. Le non-renouvellement éventuel de la convention devra être sollicité 6 mois avant son échéance par l'une des deux parties.

ARTICLE 13 – NON VALIDITE PARTIELLE DE LA CONVENTION

Si une ou plusieurs dispositions de la convention se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur portée. Les parties feront leurs meilleurs efforts pour substituer à la disposition invalidée une disposition valide ayant un effet équivalent.

ARTICLE 14 – RESILIATION

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînerait après discussion et désaccord persistant entre les parties la résiliation d'office de celle-ci.

La CPA serait alors tenue de déposer le panneau à message variable et le portique.

ARTICLE 15 – LITIGES

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est attribuée au tribunal administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 16 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile :

- le Département des Bouches-du-Rhône en son siège :

Hôtel du Département
52, avenue de Saint Just
13256 Marseille cedex 20

- la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix

Hôtel de Boades
CS 40868
13626 Aix-en-Provence cedex 1

- la Commune d'Aix-en-Provence

Hôtel de Ville
Place de l'Hôtel de Ville
13616 Aix-en-Provence

Fait en 3 exemplaires à Marseille,

Pour le Département,
le Président du Conseil Général

JEAN-NOËL GUÉRINI

Pour la Commune,
le Maire d'Aix-en-Provence

MARYSE JOISSAINS-MASINI

Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays d'Aix,
le Vice-président délégué aux déplacements,
transports et infrastructures

JEAN CHORRO

RD 9

COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE

CREATION D'UN ACCES SUR LA RD 9 RÉSERVE AUX TRANSPORTS EN COMMUN AVEC CONTRÔLE D'ACCES

CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET
D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION PARTIELS DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille treize et le _____

Entre les soussignés,

le **Département des Bouches-du-Rhône**, représenté par son Président M. Jean-Noël Guérini, dûment autorisé par délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil Général en date du _____ désigné ci-après par « **le Département** »,

d'une part,

la **Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix**, représentée par son Vice-président M. Jean Chorro, autorisé en vertu de la délibération du conseil communautaire n° _____ en date du _____, désignée ci-après par « **la CPA** »,

et

la **commune d'Aix-en-Provence**, représentée par son maire, Mme Maryse Joissains-Masini, agissant en vertu de la délibération n° _____ du conseil municipal du _____, désignée ci-après par « **la Commune** »,

d'autre part.

PREAMBULE

Dans le cadre de la création prochaine d'un pôle d'échange multimodal à Plan d'Aillane sur la commune d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) envisage également la mise en service d'un itinéraire de transport en commun parallèle à la RD 9.

Dans cette optique, afin de permettre aux bus, en cas de trafic dense, un accès rapide et prioritaire à la RD 9, route à deux fois deux voies à chaussées séparées, il est nécessaire de créer une voie à partir du chemin Albert Guigou, exclusivement réservée aux BHNS et soumise à contrôle d'accès.

Cette opération engendre des aménagements routiers spécifiques impactant le réseau départemental, qui, de fait, nécessite la passation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, afin d'une part, d'autoriser la CPA à intervenir sur le domaine public départemental et, d'autre part, définir les modalités d'entretien.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

- Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage

En application de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, le Département décide de transférer de manière temporaire sa qualité de maître de l'ouvrage à la CPA pour la réalisation des travaux cités à l'article 2.

La CPA sera seule compétente pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération.

En conséquence, la CPA aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux désignés ci-dessus.

La CPA sera exclusivement compétente pour la passation et l'exécution des marchés de travaux en vue de la réalisation de l'ouvrage.

Le Bureau de la Communauté de la CPA sera exclusivement compétent pour attribuer ces marchés.

Les projets seront soumis pour approbation au Département avant le lancement des procédures correspondantes par la CPA.

- Entretien et exploitation partiels

La présente convention a également pour objet de préciser les modalités d'intervention et les domaines de responsabilité du Département, de la Commune et de la CPA, dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation du domaine public routier et de ses dépendances ~~en agglomération~~.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES OPERATIONS CONCERNEES

L'opération comprend les aménagements et dispositifs nécessaires à la réalisation d'une voie d'accès réservé aux transports en commun sur la RD 9 à partir du chemin Albert Guigou, commune d'Aix-en-Provence, du PR 4 au PR 3 (hors panneau à message variable situé à l'amont), à savoir :

- ✓ la pose en amont de la RD 9 d'un panneau avertisseur à messages variables réservé aux transports en commun,
- ✓ la création, entre le chemin Albert Guigou et la RD 9, d'une voie d'accès équipée de barrières à détection reliées à un portique équipé de feux tricolores positionné sur la RD 9, et destiné à la régulation du trafic routier.

Les travaux comprendront l'ensemble des prestations liées à leur exécution :

- ≡ fourniture et pose d'un panneau à messagerie variable,
- ≡ fourniture et pose de signalisation verticale de police et horizontale sur chaussée liée aux aménagements,
- ≡ création de boucles de détection,
- ≡ fourniture et pose de barrières automatiques et leurs accessoires,

- ≡ fourniture et pose d'un portique équipé de feux tricolores et leurs accessoires,
- ≡ les raccordements électriques de ces accessoires.

ARTICLE 3 - MISSION

En raison du transfert temporaire de la qualité de maître de l'ouvrage au profit de la CPA, cette dernière assumera seule les attributs inhérents à cette fonction selon les modalités suivantes.

3.1 Détermination du programme

~~Les~~ Certains ouvrages revenant au Département ou, à la Commune, après la réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la CPA, l'ensemble des décisions relatives à leur définition sera pris conjointement par la CPA ~~et~~ le Département et la commune, selon les conditions suivantes.

3.2 Au titre de la « phase étude »

La « phase étude » comprend les études de diagnostic, les études d'avant-projets et les études de projets.

Les ouvrages revenant au Département ou, à la Commune, après la réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la CPA, l'ensemble des décisions relatives à leur conception sera pris selon les conditions suivantes.

La CPA assumera seule la direction des études de diagnostic, d'avant-projets et de projet.

Toutefois, à l'issue de chacune de ces phases, et en tout état de cause, à chaque fois qu'une décision déterminante dans la réalisation de l'ouvrage devra être prise, la CPA recueillera préalablement l'accord du Département et de la Commune.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au Département et à la Commune par la CPA. Le Département et la Commune notifieront leur décision à la CPA ou feront connaître leurs observations dans le délai de trente jours suivant la réception des dossiers.

À défaut, leur accord sera réputé obtenu.

3.3 Au titre de la « phase travaux »

Au titre de la réalisation des travaux, la CPA assurera seule les missions suivantes, sans que le Département ou la Commune ne puissent intervenir à quelque titre que ce soit :

- engager une consultation pour l'opération en vue de désigner le maître d'œuvre, le conducteur d'opération, le contrôleur technique, le coordinateur de sécurité et les entreprises,
- conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'ouvrage,
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises,
- assurer le suivi des travaux,
- assurer la réception de l'ouvrage,
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération, et garantir le Département de toute action menée à son encontre pour les travaux entrant dans l'objet de la présente convention,

et, plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires à l'exercice de sa mission.

Toutefois, le Département et la Commune seront invités aux différentes réunions de chantiers. Ils adresseront leurs observations à la CPA (ou à son représentant), mais en aucun cas directement à l'entreprise.

La CPA ne sera pas liée par les avis du Département ou de la Commune dans le cadre de ces réunions de chantier.

ARTICLE 4 - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

La CPA devra obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, notamment les autorisations de voirie pour les parties d'ouvrages relevant de ce domaine et les arrêtés de circulation correspondants.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

Cette mise à disposition du domaine public routier départemental est consentie à titre gratuit par le Département, sous réserve de l'entretien par la Commune et la CPA des dépendances décrites ci-dessous, à leurs risques et périls, selon les termes de la présente convention.

ARTICLE 6 – INFORMATION DU COCONTRACTANT

La CPA tiendra régulièrement informés le Département et la Commune de l'évolution des opérations et en tout état de cause dès que ceux-ci en exprimeront le besoin.

ARTICLE 7 – RECEPTION DES TRAVAUX

Les modalités de réception sont fixées par la CPA en application des marchés de travaux qu'elle aura conclus avec les entrepreneurs.

Pour chaque chantier une visite préalable aux opérations de réception sera organisée par la CPA, à laquelle le Département et la Commune seront invités.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui consignera les observations présentées par le Département et la Commune.

La CPA s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations de réception, notamment eu égard aux observations du Département et de la Commune.

A l'issue des opérations de construction, la CPA établira une attestation d'achèvement de l'ouvrage, contresignée, le cas échéant, par le maître d'œuvre.

La réception de l'ouvrage emportera transfert à la CPA de la garde de l'ouvrage.

ARTICLE 8 – REMISE DES OUVRAGES

Les attestations d'achèvement de chaque ouvrage (ou des parties d'ouvrage) dûment signées seront transmises au Département, et à la Commune, afin de déclencher les opérations de remise des ouvrages.

Chaque transmission sera accompagnée d'une demande de prise de possession de l'ouvrage réalisé.

Dès lors que l'attestation d'achèvement de l'ouvrage aura été reçue par le Département et la Commune, accompagnée de la demande de prise de possession de l'ouvrage, les parties arrêteront une date d'effet de la remise à disposition de l'ouvrage, sans que cette remise ne puisse intervenir plus de deux mois à compter de la réception de l'attestation d'achèvement de l'ouvrage.

Cette remise est matérialisée par une attestation de remise de l'ouvrage signée par les deux parties.

A défaut de toute diligence visant à formaliser la remise dans le délai de deux mois, à compter de la transmission de l'attestation d'achèvement de l'ouvrage comprenant la demande de prise de possession par le Département et la Commune, ces derniers sont réputés avoir pris possession des parties d'ouvrage leur incombant.

En toute hypothèse, la mise à disposition des parties d'ouvrage au Département et à la Commune entraînera le transfert de la garde des ouvrages, ainsi que de toutes les responsabilités découlant de cette garde.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

La CPA contractera toutes les assurances nécessaires et rendues obligatoires dans le cadre des travaux. Elle justifiera de la souscription de ces assurances sur simple demande écrite du Département ou de la Commune.

La CPA assumera les responsabilités inhérentes à la qualité de maître de l'ouvrage depuis le début des travaux jusqu'à la remise complète au Département et à la Commune des ouvrages réalisés.

A ce titre, la CPA est réputée gardien de l'ouvrage à compter de la réception des ouvrages et jusqu'à la remise effective des ouvrages au Département ou à la Commune.

ARTICLE 10 – ENTRETIEN ET EXPLOITATION PARTIELS DES OUVRAGES

La présente convention s'applique à l'entretien de la section qui sera réalisée entre le chemin Albert Guigou et la RD 9, du PR 4 au PR 3, ainsi qu'au dispositif nécessaire au parfait fonctionnement du sas de régulation des véhicules de transport en commun (barrières automatiques et boucles sur voie nouvelle de liaison, PMV, boucles, portiques et feux sur RD 9).

Ces aménagements seront connus de la Commune et du département qui les aura visités et agréés sans réserve dans les conditions énoncées ci-dessus. La répartition de l'entretien décrite ci-dessous pourra être modifiée d'un commun accord entre les ~~deux~~ parties, en fonction des changements de domanialités. Dans ce cas de figure, la présente convention fera l'objet d'un avenant avec définition de la nouvelle répartition.

Seront à la charge de la Commune :

- la maintenance des feux tricolores et leurs accessoires (sur RD9),
- la programmation des feux (sur RD9),
- les astreintes relatives à la maintenance des feux tricolores (sur RD9),
- la programmation des cycles de fonctionnement des feux, ainsi que toutes modifications de ces installations, doivent faire l'objet de l'agrément du Département, gestionnaire de la RD 9.

Seront à la charge du Département :

- la signalisation horizontale sur RD 9,
- la chaussée sur RD 9.

Seront à la charge de la CPA :

- les boucles barrières et leurs accessoires,
- la signalisation d'information des transports en commun,
- l'interface barrières/feux,
- les astreintes relatives aux barrières,
- les alimentations électriques,
- le portique support des feux tricolores sur la RD 9,

- l'entretien de la voie nouvelle dédiée à la liaison des transports en commun entre le chemin Albert Guigou et la RD 9.

Les interventions d'entretien sur les équipements constituant le dispositif de régulation précédemment décrit, devront être autorisées par arrêté spécifique de circulation délivré par le gestionnaire de la voie de circulation concernée.

En cas de carence de la Commune ou de la CPA dans l'exercice des missions ci-avant définies, le Département se réserve la possibilité de prendre les mesures conservatoires utiles au bon fonctionnement et à la pérennité de l'infrastructure routière.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITES DES PARTIES

Chaque partie devra gérer à ses frais et en bon gestionnaire les biens décrits ci-dessus, dont l'entretien et l'exploitation lui reviennent, de sorte que la responsabilité du propriétaire ne puisse jamais être engagée, ni recherchée à ce sujet. Le Département se verrait dans l'obligation d'engager une action en recherche de responsabilité contre la Commune ou la CPA qui auraient commis une négligence, une imprudence, ou une faute dans la gestion desdits biens.

Chaque partie s'engage à entretenir régulièrement les biens en conformité avec la loi et les règlements en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées.

Le défaut d'entretien engagerait sa responsabilité pleine et entière.

Le Département prendra à sa charge les taxes éventuelles qui lui incombent en tant que propriétaire. Il percevra les redevances au titre de l'occupation du domaine public.

Le Département ne pourra en aucun cas se soustraire aux obligations et charges qui découlent de sa qualité de propriétaire.

ARTICLE 12 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

- Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la CPA

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Elle prendra fin à la date de la signature de l'attestation de remise du dernier ouvrage, ou, à défaut, deux mois après la transmission de l'attestation d'achèvement de cet ouvrage accompagnée de la demande de prise de possession.

Entretien et exploitation des ouvrages assurés par la Commune et la CPA

Concernant l'aspect entretien ultérieur des ouvrages, la convention entrera en vigueur à la date de la signature de l'attestation de remise du dernier ouvrage ou, à défaut, deux mois après la transmission de l'attestation d'achèvement de cet ouvrage accompagnée de la demande de prise de possession.

La présente convention est consentie pour une durée initiale de UN (1) an. Elle sera renouvelée par tacite reconduction. Le non-renouvellement éventuel de la convention devra être sollicité 6 mois avant son échéance par l'une des deux parties.

ARTICLE 13 – NON VALIDITE PARTIELLE DE LA CONVENTION

Si une ou plusieurs dispositions de la convention se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur portée. Les parties feront leurs meilleurs efforts pour substituer à la disposition invalidée une disposition valide ayant un effet équivalent.

ARTICLE 14 – RESILIATION

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînerait après discussion et désaccord persistant entre les parties la résiliation d'office de celle-ci.

La CPA serait alors tenue de déposer le panneau à message variable et le portique.

ARTICLE 15 – LITIGES

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est attribuée au tribunal administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 16 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile :

- le Département des Bouches-du-Rhône en son siège :

Hôtel du Département
52, avenue de Saint Just
13256 Marseille cedex 20

- la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix

Hôtel de Boades
CS 40868
13626 Aix-en-Provence cedex 1

- la Commune d'Aix-en-Provence

Hôtel de Ville
Place de l'Hôtel de Ville
13616 Aix-en-Provence

Fait en 3 exemplaires à Marseille,

Pour le Département,
le Président du Conseil Général

JEAN-NOËL GUÉRINI

Pour la Commune,
le Maire d'Aix-en-Provence

MARYSE JOISSAINS-MASINI

Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays d'Aix,
le Vice-président délégué aux déplacements,
transports et infrastructures

JEAN CHORRO